

CNRS : un document de propagande pronucléaire

Analyse de l'Observatoire du nucléaire – Jeudi 10 janvier 2013

Le 7 janvier 2013, le CNRS a annoncé (<http://www2.cnrs.fr/presse/communiqu/2933.htm>) la publication d'un document multimédia sur le nucléaire, prétendant que "*Cette animation donne au grand public des clés pour mieux comprendre la problématique du nucléaire et ainsi participer au débat qui se déroulera de janvier à avril 2013.*"

Le CNRS pouvait éventuellement prendre position en faveur de l'atome, mais à condition de le faire de façon affichée et assumée. Au contraire, jouant de toute évidence de son statut d'organisme public, le CNRS laisse habilement penser que le contenu de son document est non partisan et ne fait que présenter de façon neutre et honnête les éléments du débat sur le nucléaire. Il s'agit d'une tromperie délibérée.

Dès la page d'accueil du document, on peut lire: "*La fission de 1 gramme d'uranium 235 produit autant d'énergie thermique que la combustion de 1,6 tonne de fuel ou de 2,8 tonnes de charbon*", ce qui évacue comme par magie l'impact - des mines d'uranium jusqu'à la production de déchets radioactifs - de l'utilisation de ce gramme d'uranium.

Surtout, l'utilisation de ce slogan ne relève aucunement d'une information pédagogique en direction du grand public, mais tout simplement de la propagande. A titre indicatif, si le document du CNRS avait été rédigé honnêtement, il se serait ouvert sur une phrase du genre : "*L'énergie nucléaire : des avantages et des inconvénients, et un grand débat de société*". A condition toutefois que l'ensemble soit impartial.

Dans la première partie du diaporama, il est rappelé que Becquerel, transportant une ampoule de radium, avait constaté que sa peau avait été brûlée, et que Pierre et Marie Curie avaient "*expérimenté sur eux-mêmes*" ce phénomène. Il est alors asséné que "*C'est la naissance de ce qui va devenir la radiothérapie*", alors que l'on peut tout aussi bien dire que "*C'est la découverte des dommages causés aux êtres vivants par la radioactivité.*" Marie Curie est d'ailleurs décédée de leucémie du fait de ses activités atomiques...

On peut aussi noter une "sentence" bien surprenante qui vise, de toute évidence, à attribuer au nucléaire en général les éventuels bénéfices de la médecine nucléaire : "*Renoncer aux examens et à la radiothérapie que permet la médecine nucléaire signifierait renoncer aux avancées de la médecine moderne.*" On se demande bien ce que cela vient faire dans le débat sur la production d'électricité par des centrales nucléaires !

Le document reprend consciencieusement les arguments éculés de l'industrie de l'atome, expliquant par exemple que "*60% des doses reçues sont d'origine naturelle*" et que 1% seulement est produit par "*l'industrie, les retombées nucléaires, les installations nucléaires et les laboratoires de recherche.*" Les rédacteurs ne sont assurément pas allés expliquer aux Japonais que les graves irradiations et contaminations qu'ils subissent depuis mars 2011 (Fukushima) sont "négligeables"...

La partie sur l'énergie nucléaire proprement dite s'ouvre elle aussi sur des affirmations de pure propagande : *"La France est le deuxième producteur d'électricité nucléaire au monde en volume, derrière les USA, et le premier si l'on ramène cette production au nombre d'habitants"*. Ce n'est certes factuellement pas faux, mais ce n'est qu'une des faces de la médaille dont le revers est *"La France est le deuxième producteur de déchets radioactifs au monde en volume, derrière les USA, et le premier si l'on ramène cette production au nombre d'habitants"*. A nouveau, le CNRS fait dans la propagande en valorisant l'industrie nucléaire de façon absolument partielle.

Le document propose aussi une incroyable réécriture de l'Histoire : selon le CNRS, l'option nucléaire décidée "par la France" (en réalité par le pouvoir politique, sans consultation de "la France") s'expliquerait principalement par *"la situation particulière de la France", "dépourvue de ressources d'énergie fossile au moment du choc pétrolier de 1973"*.

C'est oublier que, bien avant 1973, le pouvoir français avait déjà fait construire ou mettre en chantier une quinzaine de réacteurs et programmé le surgénérateur Superphénix (dont le chantier a débuté en 1976). C'est omettre délibérément l'aspect militaire de cette option, les premiers réacteurs français étant plus chargés de produire le plutonium nécessaire aux armes atomiques que de générer de l'électricité.

Un peu plus loin, il est pudiquement dit que *"le programme nucléaire français, civil et militaire, voit le jour au lendemain de la seconde guerre mondiale"*, mais sans évoquer l'imbrication des deux et la primauté de l'option militaire dans cette décision.

Le CNRS met ensuite en avant, pour justifier l'option nucléaire, *"la diversité géographique et politique des pays producteurs d'uranium"*, oubliant délibérément que, depuis 40 ans, la France utilise prioritairement l'uranium du Niger qu'elle s'accapare à un tarif dérisoire grâce à une véritable politique néocoloniale : aujourd'hui encore, le Président du Niger n'est autre qu'un ancien directeur d'une société d'extraction de l'uranium... filiale d'Areva !

L'option nucléaire imposée en France est aussi justifiée par le CNRS comme étant *"favorable à l'indépendance énergétique d'un pays par ailleurs complètement démuné de ressources"*. Or, il est occulté que la France bénéficie d'une importante hydroélectricité, et qu'elle aurait pu développer massivement les autres énergies renouvelables (géothermie, biomasse, éolien, solaire, etc) et non le nucléaire.

Il est ensuite expliqué que *"la construction de l'usine d'enrichissement de l'uranium sur le site du Tricastin est lancée en 1972"*, qu' *"elle est inaugurée en 1979 et fonctionnera pendant 33ans"*. Aucune mention du fait que l'Iran du Shah a avancé pour cette construction la somme d'un milliard de dollars et pris 10% des parts de cette usine, ce qui a causé de graves problèmes après la prise du pouvoir par Khomeiny.

En effet, les attentats à Paris et enlèvements de journalistes au Liban dans les années 80 sont directement liés au refus de la France de livrer à l'Iran les 10% de la production d'uranium enrichi qui lui revenaient de droit, et de rembourser le milliard avancé du temps du Shah.

Le CNRS n'a voulu évoquer l'usine Eurodif-Georges-Besse que sous l'angle valorisant de la prétendue "*maîtrise du cycle nucléaire*" par la France, du coup il a fait à nouveau dans la désinformation.

Par ailleurs, le CNRS évoque le remplacement de l'usine Eurodif par une nouvelle, dite "Georges Besse 2", utilisant cette fois-ci la "centrifugation" et non plus la "diffusion gazeuse". Mais le CNRS oublie de préciser que cette nouvelle usine "française" utilise en réalité des centrifugeuses... payées très cher par Areva à son concurrent Urenco : la France, prétendue "*à la pointe de la technologie nucléaire*", ne maîtrise pas l'enrichissement par la centrifugation !

De la même façon, le CNRS rappelle - sans s'étendre sur ce lourd échec - que EDF a abandonné la filière nationale des réacteurs UNGG (uranium naturel - graphite - gaz) "*au profit de la filière à eau pressurisée*", mais en omettant à nouveau une donnée essentielle : EDF a payé les licences de construction à son concurrent américain Westinghouse, qui maîtrisait, lui, cette filière. C'est un fait trop peu connu, que le CNRS se garde bien de noter : les actuels réacteurs nucléaires "français" sont en réalité américains !

Le CNRS évoque ensuite la construction du réacteur EPR à Flamanville (Manche), en omettant de signaler le désastre industriel et financier de ce chantier : à ce jour, près de 5 ans de retard et un prix multiplié par trois (8,5 milliards au lieu de 2,8). Au contraire, l'EPR est valorisé comme ayant "*des objectifs de sûreté notablement renforcés*" alors que les péripéties du chantier et la conception datant du début des années 90 (il y a donc déjà 20 ans !) laissent au contraire craindre le pire.

Le surgénérateur Superphénix n'est évoqué que pour signaler qu'il est en démantèlement, le CNRS censurant à nouveau la réalité, c'est-à-dire l'échec catastrophique de ce prototype qui aura réussi un seul exploit : désintégrer 10 milliards d'euros.

Si le CNRS reconnaît que le théorique circuit fermé du cycle du combustible n'est pas de mise en France, c'est-à-dire que l'uranium des combustibles usés n'est pas ré-enrichi, il avance que "*ce n'est pas le cas actuellement, le pays ne disposant pas encore d'usine pour le faire*". On est à nouveau en pleine propagande : rien ne permet au CNRS de prétendre que de telles usines seront construites en France ni, si c'est hélas le cas, que EDF et/ou Areva n'essuieront pas un nouvel échec technologique (et financier).

De la même façon, si le CNRS reconnaît que "*le recyclage en combustible MOX, du plutonium contenu dans le combustible usé n'a lieu qu'une seule fois*", il affirme par contre qu' "*un véritable cycle fermé, avec multi-recyclage du plutonium est techniquement possible et pourra être mis en œuvre dans les réacteurs rapides surgénérateurs comme cela a été démontré par le passé dans une centrale comme Phénix*".

Il s'agit à nouveau de pure propagande, le CNRS passant sous silence les graves déconvenues rencontrées tant sur Phénix que sur Superphénix : 45 ans après avoir mis Phénix en chantier, la France n'a pas avancé d'un pouce dans la prétendue maîtrise des surgénérateurs.

La méthode de mentir par omission continue : *"Concernant le stockage des déchets à vie longue, environ 3,8%, en volume, des déchets radioactifs, les solutions adoptées varient d'un pays à l'autre. La France a choisi comme solution de référence le stockage en couche géologique profonde"*.

D'abord, le *"stockage en couche géologique profonde"* est un euphémisme pour ne pas prononcer le mot qui fâche : enfouissement. Mais, surtout, le CNRS tente de minimiser cet enfouissement en signalant qu'il concerne seulement 3,8% des déchets *"en volume"* mais en oubliant de préciser que ces 3,8% concentrent 95% de la radioactivité produite par les centrales...

De même, il est totalement partisan de prétendre qu'il s'agit là d'une "solution" alors que c'est au mieux une option. Enfin, à nouveau, il est prétendu que c'est "la France" qui veut enfouir ces déchets, alors que c'est seulement une décision des pouvoirs politique et industriel.

Il est d'ailleurs précisé, sans noter la lourde contradiction, que *"ce choix fera l'objet d'un débat public en 2013"*. Car, comme toujours lorsqu'il s'agit de nucléaire (ce fut le cas par exemple concernant les projets EPR et ITER), le débat a lieu après la décision, les discussions ne concernant que le sexe des anges et la largeur des trottoirs.

La partie "aspects sociétaux" ne pouvait qu'évoquer les accidents nucléaires, mais le CNRS s'en sert pour assurer que *"chaque accident grave est l'occasion d'en tirer des leçons"*. Par exemple, *"L'accident de Three Mile Island a eu des conséquences positives en terme de sûreté des réacteurs : une culture de la sûreté s'est développée, ce qui a conduit à améliorer la sécurité des réacteurs dans le monde entier."*

Quant à la catastrophe de Fukushima, *"elle replace comme priorité absolue la sûreté des installations même face à des situations hautement improbables"*. Il faudrait donc se réjouir des catastrophes nucléaires ? Le CNRS oublie d'ailleurs de noter que, malgré ces supposés "enseignements", des catastrophes continuent de se produire...

De plus, concernant le nombre de morts dus à la catastrophe de Tchernobyl, le CNRS donne le chiffre de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) et de l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique), à savoir "moins de 50", oubliant l'existence d'autres estimations allant jusqu'à 200 000 décès. Mais surtout, le CNRS omet de mentionner que, concernant tout ce qui touche au nucléaire, l'OMS est soumise à l'AIEA par un texte signé en 1959, ce qui fait que le chiffre de "moins de 50" est en fait celui de l'AIEA, organisme de promotion de l'atome.

On note aussi la bonne vieille méthode qui consiste à faire passer les opposants au nucléaire pour des gens dominés par "la peur", éventuellement injustifiée : *"La peur, justifiée ou non, a été assimilée à de l'ignorance et les politiques et les industriels ont longtemps cherché à faire accepter le nucléaire coûte que coûte aux citoyens, considérés comme non compétents pour porter un jugement informé."*

Or le rejet du nucléaire a de multiples facettes n'ayant rien à voir avec la peur : le refus éthique de laisser des déchets radioactifs aux générations futures, la dénonciation de la centralisation et de la militarisation, la condamnation du néocolonialisme dans les pays où l'uranium est exploité, etc

La formulation utilisée par le CNRS laisse d'ailleurs croire que, désormais, les politiques et les industriels ne cherchent plus "*à faire accepter le nucléaire coûte que coûte aux citoyens*", ce qui est une véritable plaisanterie : de Flamanville (France) à Jaitapur (Inde) en passant par Ohi (Japon) ou Séoul (Corée du Sud), le nucléaire est imposé aujourd'hui comme hier malgré les mobilisations citoyennes.

Enfin, le CNRS termine en fanfare avec la partie sur "les nouvelles technologies".

Il est ainsi asséné que "*l'industrie nucléaire n'a pas d'autre solution que d'innover*". Or, cette industrie prétend "innover" depuis 50 ans, annonçant perpétuellement "*pour bientôt*" la mise au point de "*nouveaux réacteurs*", toujours annoncés comme "*plus sûrs*" quand ils ne sont pas "*de nouvelle génération*", ou "*au thorium*", ou encore "*maîtrisant la fusion nucléaire*". Le CNRS oublie une autre option : "*L'industrie nucléaire n'a pas d'autre solution que de disparaître enfin.*"

Bien au contraire, le renouvellement du parc nucléaire est considéré comme une évidence : "*En France, 80% du parc nucléaire aura atteint 30 ans en 2017, ainsi la question de son renouvellement se pose de façon aiguë...*". Un doute existerait-il? Non : "*... Raison pour laquelle la France construit actuellement son premier réacteur dit de 3^{ème} génération, l'EPR, sur le site de la centrale de Flamanville.*"

Le CNRS a tranché à lui tout seul le problème : le renouvellement du parc nucléaire français est une évidence et l'EPR en chantier à Flamanville - dont les déboires inouïs sont à nouveau oubliés - n'est que "*le premier*" d'une liste nécessairement copieuse...

Mais il y a toujours mieux : le CNRS explique que "*le visage du nucléaire de demain dépend en partie des ressources en uranium, elles-mêmes conditionnées par l'évolution du parc mondial de réacteurs*" et que "*avec le parc actuel, les besoins en uranium semblent couverts pour les 200 à 400 prochaines années.*"

A nouveau, il est signifié comme une évidence qu'il n'y a pas de futur sans nucléaire, et ce pour plusieurs siècles au moins : à ce compte, on se demande bien en quoi les avis des citoyens sont désormais pris en compte comme il est prétendu dans la partie précédente. Mais il y a encore pire :

Le CNRS avance alors une stupéfiante hypothèse : "*si le nombre de réacteurs est multiplié par 5 au niveau mondial d'ici 2050, ce qui pour les experts n'a rien d'impossible*" Les experts ? mais lesquels ? ceux du CNRS ? d'EDF ? de l'Agence internationale pour l'énergie atomique ? Encore une bonne vieille ficelle, usée jusqu'à la corde : en envisageant un parc nucléaire multiplié par 5, le CNRS pense crédibiliser une multiplication par trois ou par deux, ou dans tous les cas une augmentation, alors que la seule perspective crédible est la continuation de la baisse du nombre de réacteurs en service.

Mais ce n'est pas tout : en cas de multiplication du nombre de réacteurs, le CNRS reconnaît que "*le secteur électronucléaire pourrait être à sec d'uranium avant la fin de ce siècle*", mais... c'est pour mieux dégainer les prétendus "*réacteurs de quatrième génération*" prévus "*à l'horizon 2040*".

Ces réacteurs semblent d'ailleurs déjà exister pour le CNRS qui en parle au présent en affirmant qu'ils *"tirent partie de l'uranium 238 qui compte pour plus de 99% dans la composition de l'uranium naturel"* alors que les réacteurs actuels se contentent des 0,72% d'uranium 235. Il est aussi question, pour les dits "réacteurs de 4^{ème} génération", d'utiliser *"le thorium, un autre radioélément très abondant sur la Terre."*

Ce que le CNRS omet de dire, c'est que l'uranium 238 et le thorium 232 ne sont pas fissiles, et que la seule façon de les utiliser est de faire fonctionner industriellement des surgénérateurs, tels le fameux Superphénix, ce que l'industrie nucléaire mondiale échoue à faire depuis 50 ans.

Le CNRS termine sa propagande en expliquant que *"les spécialistes du nucléaire s'intéressent à la fusion"*, en avançant qu'elle pourrait être maîtrisée d'ici 40 ans, et qu'elle offre la perspective d'une énergie nucléaire *"plus sûre, plus propre, pacifique"* : exactement ce qui est prétendu à intervalles réguliers depuis 50 ans !

Et, cerise sur le gâteau (radioactif), il est affirmé que la fusion nucléaire pourrait être *"aussi durable que pourrait l'être la génération 4"*. Durable ? La génération 4, si hélas elle voit le jour, démultipliera l'utilisation du plutonium, un des pires poisons... qui est effectivement "durable" : il lui faut 24 000 ans pour perdre la moitié de sa radioactivité...

La fusion serait enfin *"un rêve qui justifie les moyens colossaux mis en œuvre par ses promoteurs pour parvenir un jour à la maîtriser"* : le CNRS oublie de préciser que le projet ITER a été condamné par trois Prix Nobel de Physique, les français Pierre-Gilles de Gennes et Georges Charpak, et le japonais Koshiba.

Le CNRS affirme que l'on pourrait *"passer directement de la génération 3 à la fusion"*... avant de revenir malgré tout à la génération 4, véritablement miraculeuse puisqu'on nous dit qu'elle pourrait *"apporter une réponse, même partielle, à la question des déchets nucléaires"*.

Ces réacteurs pourraient même *"incinérer une partie des déchets les plus problématiques du nucléaires, ceux à haute activité et à vie longue, essentiellement les actinides mineurs"*. C'est en effet une réponse très partielle puisque, à supposer que de tels réacteurs existent un jour, ils ne feraient pas pour autant disparaître les actinides mineurs et seraient de toute façon inefficaces concernant les "produits de fission" (autres déchets ultimes hautement radioactifs).

D'ailleurs, le CNRS oublie de dire que les déchets *"à haute activité et à vie longue"* produits depuis 40 ans sont systématiquement vitrifiés (dans l'usine Areva de La Hague), ce qui empêche toute "incinération" éventuelle.

Nouvelle volte face du CNRS puisque, malgré les "miracles" annoncés de la génération 4, l'enfouissement des déchets en couche géologique profonde est présenté comme l'option permettant *"de se débarrasser des déchets de l'industrie électronucléaire"*, ajoutant que *"cela occupera les spécialistes pour au minimum pour 100 ans"*.

Le CNRS conclut de façon mystérieuse par l'affirmation que c'est là "*la preuve que les nouvelles technologies du nucléaire sont plus que jamais d'actualité*". On cherche vainement un lien logique entre le projet d' "*occuper les spécialistes*" et l'actualité de ces prétendues "*nouvelles technologies du nucléaire*" qui, des surgénérateurs à la fusion, sont dans une impasse depuis 50 ans...

Conclusion :

L'Observatoire du nucléaire dénonce une véritable tromperie orchestrée par le CNRS et lui demande d'afficher clairement son engagement partisan en faveur de l'atome ou, mieux, de remplacer son document trompeur par un autre qui soit, cette fois-ci, réellement honnête et non-partisan.

Stéphane Lhomme, Observatoire du nucléaire, Jeudi 10 janvier 2013